

Élections provinciales : les attentes des producteurs laitiers



**Le prochain
gouvernement doit
s'engager à
poursuivre la défense
et la promotion de
notre modèle
d'affaires. Cet appui
devrait être le fait des
125 députés qui seront
élus à l'automne.**

Le 1^{er} octobre prochain, les Québécois éliront leur gouvernement pour les quatre prochaines années. Les producteurs laitiers du Québec demandent aux partis politiques de continuer à reconnaître l'importance de leur secteur et, surtout, de s'engager à le soutenir politiquement et concrètement pour assurer la pérennité de sa contribution à la vitalité de l'économie des régions et du Québec tout entier.

Est-il nécessaire de le rappeler, notre secteur est le fleuron de l'agroalimentaire québécois. La production laitière arrive au premier rang de l'ensemble des secteurs, générant 27 % des recettes agricoles du Québec. Nous sommes à la source de 82 000 emplois, ajoutons plus de 6,1 milliards de dollars au PIB et versons quelque 1,3 milliard en taxes et impôts. Peu de gens le savent, mais les producteurs et les transformateurs laitiers québécois génèrent plus d'emplois directs et indirects que l'aéronautique, le secteur minier et l'industrie des jeux vidéo.

Notre contribution n'est pas qu'économique. Nous façonnons le paysage rural québécois, nous sommes engagés dans la vie de nos communautés dans toutes les régions et les quelque 500 fromages fabriqués avec notre lait font la fierté et les délices de nos concitoyens.

Ces réalisations ne sont pas le fruit du hasard. Des générations de producteurs ont travaillé sans relâche pour cela. Afin d'améliorer notre revenu et développer durablement nos marchés, nous avons instauré la mise en marché collective et la gestion de l'offre. Depuis plusieurs années, nous vivons dans un climat d'incertitude en raison des négociations commerciales qui menacent cette politique agricole. La négociation de l'ALENA est la plus récente et la plus inquiétante. Le prochain gouvernement doit s'engager à poursuivre la défense et la promotion de notre modèle d'affaires. Cet appui devrait être le fait des 125 députés qui seront élus à l'automne. Comme producteurs, nous avons un rôle à jouer en ce sens. Il faut profiter de la campagne électorale et y participer activement, quel que soit le parti ou le candidat que nous choisissons d'appuyer. Au-delà des belles paroles, des actions concrètes seront attendues des membres de l'Assemblée nationale pour faire valoir les avantages de notre modèle et s'assurer que le gouvernement fédéral qui tient les rênes de la renégociation de l'ALENA le préserve intégralement.

Par ailleurs, nous nous attendons du prochain gouvernement – quel que soit le parti – qu'il déploie la politique bioalimentaire du Québec, dévoilée en avril dernier. Avec nos partenaires en amont et en aval du secteur laitier, notre ambition est d'accroître le développement de marchés rentables et de maintenir la place du Québec comme le plus grand producteur et transformateur laitier au Canada. La mise en place de la politique bioalimentaire est de la plus haute importance pour le secteur agricole québécois. Elle offre des opportunités uniques qui contribuent à une industrie laitière forte, dynamique et rentable. Elle doit favoriser l'amélioration des infrastructures en production et en transformation laitières, la recherche, le développement et le transfert technologique, le soutien à la formation et à la disponibilité d'expertise en production. À l'ère de la robotisation, de l'informatisation et de l'automatisation, il n'est pas acceptable que ce problème ne soit pas réglé. Le prochain gouvernement devrait compléter ce chantier.

Enfin, deux enjeux très terre à terre, mais essentiels à la modernisation et à la performance de nos infrastructures de production doivent aussi en faire partie : l'accès à Internet haute vitesse efficace partout en région et à un réseau électrique plus puissant et robuste à la hauteur des exigences modernes de production. À l'ère de la robotisation, de l'informatisation et de l'automatisation, il n'est pas acceptable que ce problème ne soit pas réglé. Le prochain gouvernement devrait compléter ce chantier.

Les politiciens sont en campagne électorale. J'invite tous les producteurs laitiers à leur rappeler ces attentes et à leur faire promettre de s'engager à nos côtés pour rendre notre secteur d'activités encore plus performant.

Bruno Létourneau

président